

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ville de Brownsburg-Chatham | 76043 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marie-Christine Vézeau, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Brownsburg-Chatham pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 3 juin 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	10
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	29
Situation financière par organismes	30
Charges par objets	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	43
Analyse des charges consolidées	55

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Brownsburg-Chatham

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Brownsburg-Chatham (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application, à compter du 1er janvier 2024, du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Ville aurait dû procéder à la comptabilisation, au 31 décembre 2024, des obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations. La Ville, n'ayant pas complété l'analyse de ses obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations, aucun montant n'a été comptabilisé à ce titre au rapport financier.

Par conséquent, nous n'avons pas été en mesure de déterminer les ajustements qui auraient pu s'avérer nécessaires au niveau des immobilisations, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, à l'amortissement des immobilisations, à la charge de désactualisation et à l'excédent accumulé ou à d'autres postes des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024. À cet égard, les états financiers consolidés dérogent aux normes comptables du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations- Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle. Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BFL CPA S.E.N.C.R.L1

BFL CPA S.E.N.C.R.L,
Valérie Lamarre, CPA auditrice
Saint-Jérôme, 3 juin 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations	
		2024	2023
Revenus			
Taxes	1	13 137 767	11 657 203
Compensations tenant lieu de taxes	2	61 803	58 167
Quotes-parts	3	(38 406)	64 317
Transferts	4	2 502 655	4 396 777
Services rendus	5	2 162 026	1 992 657
Imposition de droits	6	1 442 588	943 400
Amendes et pénalités	7	51 378	101 689
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	466 547	575 913
Autres revenus	10	659 153	1 852 741
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11	(58 221)	(178 228)
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	20 387 290	21 464 636
Charges			
Administration générale	14	2 423 776	2 295 654
Sécurité publique	15	3 442 283	2 935 795
Transport	16	5 016 627	4 728 074
Hygiène du milieu	17	2 834 843	2 481 430
Santé et bien-être	18	28 407	26 998
Aménagement, urbanisme et développement	19	773 613	835 120
Loisirs et culture	20	3 684 332	3 309 839
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	793 425	549 963
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	18 997 306	17 162 873
Excédent (déficit) lié aux activités	25	1 389 984	4 301 763
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	35 691 059	31 389 296
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		
Solde redressé	28	35 691 059	31 389 296
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29	37 081 043	35 691 059

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 120 667	8 475 685
Débiteurs (note 5)	2	8 029 384	8 443 859
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	2 504 142	2 562 363
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	14 654 193	19 481 907
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	4 637 123	3 251 740
Revenus reportés (note 11)	12	1 547 432	1 066 987
Dette à long terme (note 12)	13	19 095 538	20 849 883
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	25 280 093	25 168 610
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(10 625 900)	(5 686 703)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	47 141 693	40 865 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	461 819	461 819
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	103 431	50 943
	23	47 706 943	41 377 762
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	37 081 043	35 691 059
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	37 081 043	35 691 059
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	37 081 043	35 691 059
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations	
		2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 389 984	4 301 763
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	8 769 277)(	5 983 576)
Produit de cession	3		205 394
Amortissement	4	2 458 443	2 237 298
(Gain) perte sur cession	5		(4 081)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(6 310 834)	(3 544 965)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		60 031
Variation des stocks de fournitures	10		
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(52 488)	(38 057)
	13	(52 488)	21 974
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15	34 141	(28 232)
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(4 939 197)	750 540
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(5 686 703)	(6 437 243)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(5 686 703)	(6 437 243)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(10 625 900)	(5 686 703)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 389 984	4 301 763
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 458 443	2 237 298
Autres			
▪ Perte de cession	3.1		(4 081)
▪ Ajustement valeur / Consolidé	3.2	34 141	177 072
▪ Quotepart	3.3	58 221	178 228
▪ GP sur disposition	3.4		
▪ Ajustement valeur / Consolidé	3.5		
	4	3 940 789	6 890 280
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	414 475	(3 664 601)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	1 385 383	1 134 274
Revenus reportés	8	480 445	538 148
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		60 031
Stocks de fournitures	11		
Autres actifs non financiers	12	(52 488)	(38 057)
	13	6 168 604	4 920 075
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(8 769 277)	(5 983 576)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(8 769 277)	(5 983 576)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	2 453 000	5 152 800
Remboursement de la dette à long terme	25	(4 232 549)	(1 443 590)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	25 204	(96 530)
Autres			
▪	28.1		
	29	(1 754 345)	3 612 680
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(4 355 018)	2 549 179
Solde déjà établi	31	8 475 685	5 926 506
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	8 475 685	5 926 506
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	4 120 667	8 475 685

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2024

2023

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville a été constituée en vertu du code municipal. Elle résulte de la fusion des anciennes municipalités du Village de Brownsburg et du Canton de Chatham à la suite du décret # 112-99 émis par le gouvernement du Québec le 29 septembre 1999.

En date du 6 juillet 2002, la Ville a obtenu un changement de régime. Dorénavant, celle-ci cesse d'être régie par le Code municipal du Québec pour être régie par la Loi sur les cités et villes. À cette même date, le nom de la Ville a changé pour Ville de Brownsburg-Chatham.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée à la page S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville . Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville de Brownsburg-Chatham dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne.

Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et les partenariats.

a) Périmètre comptable

S . O .

b) Partenariats

Les partenariats de la Ville comprennent les organismes suivants:

Régie d'assainissement des eaux usées de Chatham/Lachute (RAEUCL): Consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 9,9661 % (10,1531 % en 2023) pour les postes de revenus et dépenses et 9,3593 % (9,745 % en 2023) pour les postes d'actifs, passifs et excédents.

La Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes est un partenariat commercial qui constitue une entreprise municipale conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Elle est présentée aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

La quote-part de la Ville de Brownsburg-Chatham dans la Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes est de 27,95 %.

B) Comptabilité d'exercice

Les opérations de la Ville sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses sur les débiteurs et les prêts, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition, ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission d'obligations sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de remboursement de la dette à long terme afférente et sont présentés en contrepartie de la dette à long terme.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations de taxes représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Revenus reportés

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

Les sommes reçues pour fins de parcs et terrains de jeux en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme sont reportées jusqu'à ce qu'elles servent à acquérir ou aménager des terrains à ces fins.

E) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et présentées à leur valeur amortie. Les dons sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties linéairement selon leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service et selon les périodes d'amortissement suivantes :

Infrastructures :	15, 20 et 40 ans
Bâtiments :	40 ans
Véhicules :	15 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau :	3 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement :	15 et 20 ans

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés;

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et lorsqu'elles relèvent d'un événement passé qui est à l'origine d'un actif, c'est-à-dire que la créance est exécutoire;

Le gain ou perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de l'acte de transfert;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette);
- pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant : au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds d'amortissement.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements de portefeuille et autres actifs financiers sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes municipales à recevoir, taxes à la consommation, mutations, amendes et pénalités à recevoir et subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créiteurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer, retenues et dépôts de garanties et provisions et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant l'excédent de fonctionnement affectés et l'excédent de fonctionnement non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Fonds réservés

En vertu des règlements de la Ville et des lois gouvernant le secteur municipal, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Fonds de roulement

Ce fond est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

Remboursement de la dette à long terme

Ce poste représente les remboursements de capital relatifs aux emprunts contractés et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subvention des différentes immobilisations faisant l'objet du financement.

3. Modification de méthodes comptables

ADOPTION DENOUVELLES NORMES COMPTABLES

Le 1er janvier 2024, la Ville a adopté les normes suivantes :

Chapitre SP 3400, Revenus

Cette norme fournit des indications pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des revenus qui ne sont pas traités par une autre norme comptable. Elle vient également faire la distinction entre les revenus provenant d'opérations avec obligations de prestation (nommées opérations avec contrepartie) et les revenus provenant d'opérations qui ne comprennent pas d'obligations de prestation (nommées opérations sans contrepartie). L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucune incidence significative sur les résultats, ni sur la situation financière de la Ville.

Chapitre SP 3160, Partenariats public-privé

Cette norme fournit des indications sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation d'une infrastructure acquise par le gouvernement sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP), soit un partenariat entre une entité gouvernementale et le partenaire du secteur privé. Notamment, elle identifie ce qui constitue un élément d'infrastructure réalisé en PPP et précise qu'un actif et un passif doivent être comptabilisés lorsque la Ville en obtient le contrôle. L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucune incidence sur les résultats, ni sur la situation financière de la Ville.

Note d'orientation NOSP-8, Éléments incorporels achetés

Cette note d'orientation traite de la définition d'un élément incorporel acheté. Dorénavant, la norme indique que ces éléments incorporels achetés doivent être comptabilisés s'ils répondent à la définition d'un actif. Ce changement n'a entraîné aucune incidence sur les états financiers de la ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 4 120 667	8 475 685
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 4 120 667	8 475 685
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 4 120 667	8 475 685
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 800 347	150 764
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note**5. Débiteurs**

	2024	2023
Taxes municipales	9 2 523 758	1 484 587
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10 55 442	(69)
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11 2 623 213	4 699 709
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12 1 713 901	1 055 865
Organismes municipaux	13 208 002	208 821
Autres		
▪ Droit de mutation	14.1 719 622	567 458
▪ Autres	14.2 185 446	427 488
	15 8 029 384	8 443 859
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16 1 338 902	2 405 923
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17	
Organismes municipaux	18	
Autres tiers	19	
	20 1 338 902	2 405 923
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21 210 055	157 500
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	1 129 152
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24 13 158	11 513
Ministère de la Culture et des Communications	25 41 366	42 133
Autres ministères/organismes	26 2 568 689	3 516 911
	27 2 623 213	4 699 709

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
		31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
		37	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
		42	

Note**9. Emprunts temporaires****10. Crédoeurs et charges à payer**

		2024	2023
Fournisseurs	43	2 580 408	1 698 308
Salaires et avantages sociaux	44	775 433	651 854
Dépôts et retenues de garantie	45	870 603	606 245
Provision pour contestations d'évaluation	46	14 458	
Autres			
▪ Organismes municipaux	47.1	162 315	63 952
▪ Intérêts courus	47.2	195 209	192 055
▪ Allocations départs	47.3	38 697	94 768
▪ Autres	47.4		(55 442)
	48	4 637 123	3 251 740

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	124 344	120 967
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ PAVL	54.1	702 710	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	504 892	748 274
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Location de terre	62.1	178 138	180 797
▪ Divers	62.2	37 348	16 949
	63	1 547 432	1 066 987

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,80	5,00	2036	2044	64	19 281 307	21 060 856
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	19 281 307	21 060 856
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(185 769)	(210 973)
					72	19 095 538	20 849 883

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73	1 714 123			1 714 123
2026	74	1 707 138			1 707 138
2027	75	1 642 522			1 642 522
2028	76	1 651 896			1 651 896
2029	77	1 532 271			1 532 271
2030 et plus	78	11 033 357			11 033 357
	79	19 281 307			19 281 307
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	19 281 307			19 281 307

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	250 178
Régimes de retraite des élus municipaux	89	16 496
	90	266 674
		221 950
		17 294
		239 244

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 ()(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	15 015 302	4 245	656	15 018 891
Eaux usées	102	13 426 269	117 794	64 319	13 479 744
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	25 258 641	734 778		25 993 419
Autres					
▪ Autres	104.1	6 048 158	705 346		6 753 504
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	4 099 505	2 995 668		7 095 173
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	4 762 692	2 789 546	255	7 551 983
Ameublement et équipement de bureau	109	389 765	5 997		395 762
Machinerie, outillage et équipement divers	110	3 131 514	151 641	1 846	3 281 309
Terrains	111	1 111 019	20 152	1 532	1 129 639
Autres	112				
	113	73 242 865	7 525 167	68 608	80 699 424
Immobilisations en cours	114	609 730	1 244 110	8 744	1 845 096
	115	73 852 595	8 769 277	77 352	82 544 520
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	8 122 626	318 774	292	8 441 108
Eaux usées	117	6 102 398	347 942	38 365	6 411 975
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	9 697 336	865 151		10 562 487
Autres					
▪ Autres	119.1	1 742 257	232 716		1 974 973
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	2 625 751	79 460		2 705 211
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	2 960 631	363 744	255	3 324 120
Ameublement et équipement de bureau	124	204 831	40 205		245 036
Machinerie, outillage et équipement divers	125	1 531 765	210 451	4 299	1 737 917
Autres	126				
	127	32 987 595	2 458 443	43 211	35 402 827
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	40 865 000			47 141 693
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	415 952	415 952
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	45 867	45 867
	135	461 819	461 819
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	461 819	461 819

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Divers	143.1	101 990	50 943
▪ Assurances	143.2	1 441	
Autres			
▪	144.1		
	145	103 431	50 943

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville de Brownsburg-Chatham est membre de la Municipalité régionale de comté d'Argenteuil. De ce fait, elle doit assumer sa part des charges de cet organisme.

L'engagement de la Ville de Lachute, en vertu de contrats de collecte et transport de matières résiduelles, d'entretien, la gestion des infrastructures d'eau potable, de soutien aux logiciels, de déneigement et autres obligations s'élève à 2 576 085 \$.

Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2025 -	933 483 \$
2026 -	962 527 \$
2027 -	565 194 \$
2028 -	107 411 \$
2029 -	7 469 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

20. Droits contractuels

La municipalité reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 1 338 902 \$ sur une période de 20 ans.

Les montants qui seront encaissés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2025 -	76 410 \$
2026 -	79 219 \$
2027 -	82 496 \$
2028 -	85 507 \$
2029 -	86 963 \$
Autres -	926 307 \$

21. Passifs éventuels

S.O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Ville de Brownsburg-Chatham et la MRC d'Argenteuil font l'objet d'une poursuite pour un montant de 8,7 millions de dollars de perte de profits. La requête vise la propriété d'un terrain détenu par la Ville de Brownsburg-Chatham, mais dont la MRC est locataire. Selon l'avis de la direction, la réclamation est surévaluée, mais elle n'a pas en main les données pour quantifier le dommage maximum. Il est présentement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige, ni le montant qui devrait être payé en cas de défaite de la MRC. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

25. Données budgétaires

Les données sectorielles ne comportent une comparaison avec le budget qu'en ce qui concerne l'administration municipale. Aucune information concernant le budget de l'organisme consolidé n'est présentée.

26. Instruments financiers

Dans le cours normal de ces activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes, des mutations et des amendes et pénalités) et aux placements de portefeuille.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et les équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières reconnues ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues. Débiteurs Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne déteint aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Non en souffrance	1 061 752 \$	720 952 \$
En souffrance:		
Moins de 30 jours	257 233 \$	282 695 \$
de 30 à 60 jours	67 737 \$	71 434 \$
Plus de 60 jours	<u>2 235 315 \$</u>	<u>1 546 739 \$</u>
	3 622 027 \$	2 621 819 \$
Moins la provision pour créances douteuses	<u>(158 989) \$</u>	<u>(128 722) \$</u>
Total	3 463 038 \$	2 493 097 \$
Provision pour créances douteuses		
Solde au début	128 722 \$	100 252 \$
Provision comptabilisées aux résultats de l'exercice	<u>(30 267) \$</u>	<u>(28 470) \$</u>
Solde de fin	158 989 \$	128 722 \$

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipalité prouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipale établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024				
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financiers	4 630 116 \$	- \$	- \$	- \$	4 630 116 \$
Intérêts courus	645 199 \$	- \$	- \$	- \$	645 199 \$
Dettes	<u>2 402 563 \$</u>	<u>7 074 032 \$</u>	<u>4 102 869 \$</u>	<u>5 541 535 \$</u>	<u>19 121 000 \$</u>
	7 677 878 \$	7 074 032 \$	4 102 869 \$	5 541 535 \$	24 396 315 \$
	2023				
Emprunt	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financiers	3 248 500 \$	- \$	- \$	- \$	3 248 500 \$
Intérêts courus	734 020 \$	- \$	- \$	- \$	734 020 \$
Dettes	<u>1 709 200 \$</u>	<u>5 129 200 \$</u>	<u>3 279 400 \$</u>	<u>10 662 200 \$</u>	<u>20 780 000 \$</u>
	5 691 720 \$	5 129 200 \$	3 279 400 \$	10 662 200 \$	24 762 520 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. L'organisme municipal est exposé à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de conserver ses prêts jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts, ses prêts et sa trésorerie et équivalents de trésorerie à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts sont remboursables en tout temps et ont, généralement, une échéance de deux ans et moins. La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

Les instruments financiers à taux fixes sont la dette à long terme. Les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les emprunts temporaires lorsqu'ils sont utilisés. Considérant que la Ville comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Ville prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	11 657 203	12 762 800	13 137 767			13 137 767
Compensations tenant lieu de taxes	2	58 167	58 100	61 803			61 803
Quotes-parts	3					108 603	(38 406)
Transferts	4	886 038	1 149 900	1 220 957		5	1 220 962
Services rendus	5	1 992 657	2 053 500	2 162 026			2 162 026
Imposition de droits	6	943 400	696 500	1 442 588			1 442 588
Amendes et pénalités	7	101 689	65 200	51 378			51 378
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	575 913	185 800	466 547			466 547
Autres revenus	10	1 809 875	158 700	168 260			168 260
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	18 024 942	17 130 500	18 711 326		108 608	18 672 925
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	3 510 706	8 210 561	1 281 693			1 281 693
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	42 866	488 454	490 893			490 893
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19	(178 228)		(58 221)			(58 221)
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	3 375 344	8 699 015	1 714 365			1 714 365
	22	21 400 286	25 829 515	20 425 691		108 608	20 387 290
Charges							
Administration générale	23	2 251 411	2 416 400	2 384 234	33 444	6 098	2 423 776
Sécurité publique	24	2 761 411	3 133 100	3 227 513	214 770		3 442 283
Transport	25	3 701 603	3 968 100	3 839 483	1 177 144		5 016 627
Hygiène du milieu	26	1 840 732	2 069 000	2 220 990	612 929	147 933	2 834 843
Santé et bien-être	27	26 998	28 500	28 407			28 407
Aménagement, urbanisme et développement	28	826 128	783 500	762 995	10 618		773 613
Loisirs et culture	29	2 956 338	3 457 100	3 318 170	366 162		3 684 332
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	545 098	816 400	789 103		4 322	793 425
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	2 194 884	2 126 600	2 415 067	(2 415 067)		
	34	17 104 603	18 798 700	18 985 962		158 353	18 997 306
Excédent (déficit) lié aux activités	35	4 295 683	7 030 815	1 439 729		(49 745)	1 389 984

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	4 295 683	7 030 815	1 439 729	1 389 984
Moins : revenus d'investissement	2 (	3 375 344)	8 699 015)	1 714 365)	1 714 365)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	920 339	(1 668 200)	(274 636)	(324 381)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	2 194 884	2 126 600	2 415 067	2 458 443
Produit de cession	5	205 394		43 376	
(Gain) perte sur cession	6	(4 081)			
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	2 396 197	2 126 600	2 415 067	2 458 443
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9	60 031			
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11	60 031			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	178 228		58 221	58 221
	15	178 228		58 221	58 221
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 403 600)	1 532 300)	2 890 862)	2 912 997)
	18	(1 403 600)	(1 532 300)	(2 890 862)	(2 912 997)
Affectations					
Activités d'investissement	19 (	215 317)	94 300)	132 184)	132 184)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	323 947		382 778	382 778
Excédent de fonctionnement affecté	21	813 450	1 500 000	1 591 340	1 591 340
Réserves financières et fonds réservés	22	(274 866)	(331 800)	902 778	902 778
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	647 214	1 073 900	2 744 712	2 744 712
	26	1 878 070	1 668 200	2 327 138	2 348 379
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 798 409		2 052 502	2 023 998

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	3 375 344	1 714 365	1 714 365
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	75 121)(	19 606)(	) (19 606)
Sécurité publique	3 (	483 262)(	2 623 273)(	) (2 623 273)
Transport	4 (	4 388 147)(	2 550 655)(	) (2 550 655)
Hygiène du milieu	5 (	225 529)(	4 245)(	4 220) (8 465)
Santé et bien-être	6 () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	44 234)() () (
Loisirs et culture	8 (	766 983)(	3 567 278)(	) (3 567 278)
Réseau d'électricité	9 () () () (
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 () () () (
	11 (	5 983 276)(	8 765 057)(	4 220) (8 769 277)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 () () () (
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 () () () (
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	2 979 922	2 947 088	2 947 088
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	215 317	132 184	132 184
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	23 678	387 880	387 880
Excédent de fonctionnement affecté	17	(41 202)	(17 480)	(17 480)
Réserves financières et fonds réservés	18	401 722	512 403	512 403
	19	599 515	1 014 987	1 014 987
	20	(2 403 839)	(4 802 982)	(4 220) (4 807 202)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	971 505	(3 088 617)	(4 220) (3 092 837)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	8 431 457	4 079 976	40 691	4 120 667
Débiteurs (note 5)	2	8 442 884	8 028 972	412	8 029 384
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	2 562 363	2 504 142		2 504 142
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	19 436 704	14 613 090	41 103	14 654 193
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	3 248 500	4 630 116	7 007	4 637 123
Revenus reportés (note 11)	12	1 066 987	1 547 432		1 547 432
Dettes à long terme (note 12)	13	20 660 542	18 936 216	159 322	19 095 538
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	24 976 029	25 113 764	166 329	25 280 093
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(5 539 325)	(10 500 674)	(125 226)	(10 625 900)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	40 128 371	46 470 726	670 967	47 141 693
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	461 819	461 819		461 819
Stocks de fournitures	20				
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	50 943	101 990	1 441	103 431
	23	40 641 133	47 034 535	672 408	47 706 943
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	5 491 302	5 185 859	(22 540)	5 163 319
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 568 237	1 035 144		1 035 144
Réserves financières et fonds réservés	26	2 972 042	3 659 396	43 922	3 703 318
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	242 500)	218 250)	138 269)	356 519)
Financement des investissements en cours	28	380 155	(5 001 128)	15 140	(4 985 988)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	24 932 572	31 872 840	648 929	32 521 769
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	35 101 808	36 533 861	547 182	37 081 043
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	5 974 400	5 769 762	5 770 810	4 868 150
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	1 485 300	1 279 834	1 280 021	1 091 671
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	7 062 900	7 350 622	7 315 674	7 035 245
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	673 700	657 398	661 715	512 917
D'autres organismes municipaux	10			5	
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	128 000	128 033	128 033	35 468
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13		3 672	3 672	1 578
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 144 400	1 276 480	1 276 480	1 223 044
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	179 700	49 043	49 043	44 511
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	2 126 600	2 415 067	2 458 443	2 237 297
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21.1	23 700	56 051	56 051	111 216
Écart de conso actif / résultat	21.2			(2 641)	1 776
Écart de conso actif / résultat	21.3				
	22	18 798 700	18 985 962	18 997 306	17 162 873

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 163 319	5 499 523
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 035 144	1 568 237
Réserves financières et fonds réservés	3	3 703 318	3 017 773
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(356 519)	(402 405)
Financement des investissements en cours	5	(4 985 988)	368 784
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	32 521 769	25 639 147
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	37 081 043	35 691 059
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	5 185 859	5 491 302
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	(22 540)	8 221
	11	5 163 319	5 499 523
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Équilibre Budgétaire	12.1	751 100	1 500 000
▪ Études et avant projet	12.2	85 717	68 237
▪ Surplus financement affecté remboursement de la dette 245-2018	12.3	198 327	
	13	1 035 144	1 568 237
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	1 035 144	1 568 237

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Rénovation urbaines	17.1 21 832	21 832
▪ Diverse engagements	17.2 18	21 832
	21 832	21 832
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1 20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21 673 651	362 579
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23 2 773 727	2 398 306
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26 43 922	45 731
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29 102 200	43 600
Autres		
▪ Divers engagements	30.1 87 986	145 725
	31 3 681 486	2 995 941
	32 3 703 318	3 017 773

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪ Financement - Barrage Orica	55.1 (	218 250)(
▪ Disposition des boues (Organisme contrôlé)	55.2 (	138 269)(
	56 (	356 519)(
402 405)		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	356 519)(
402 405)		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64	1 424 958
Investissements à financer	65 (4 985 988)(	1 056 174)
	66 (4 985 988)	368 784
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 47 141 693	40 865 000
Propriétés destinées à la revente	68 461 819	461 819
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71 2 504 142	2 562 363
	72 50 107 654	43 889 182
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 50 107 654	43 889 182
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (19 095 538)(	20 849 883)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (185 769)(	210 973)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 1 338 902	2 405 923
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78 138 270	162 398
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79 218 250	242 500
	80 (17 585 885)(	18 250 035)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ())
	82 (17 585 885)(	18 250 035)
	83 32 521 769	25 639 147

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()	()
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()	()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()	()
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2024		2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs				
Actif (passif) au début de l'exercice	55			
Charge de l'exercice	56	()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57			
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61			
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63			
Provision pour moins-value	64	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs				
Nombre de régimes et avantages en cause	66			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	1
--	-----	---

Description des régimes et autres renseignements

La Ville participe à un régime de retraite simplifié. Ce régime s'adresse aux employés syndiqués et cadres. Les employés participent au régime de retraite simplifié par Desjardins Sécurité Financière. Les cotisations des employés et de l'employeur sont calculés sur le salaire régulier. Le taux de cotisation est de 7 %.

Les employés peuvent effectuer des cotisations supplémentaires volontaires.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113	250 178	221 950
REER	114		
Autres régimes	115		
	116	250 178	221 950

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	5	5

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	3 709	3 814
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	12 139	12 853
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	4 357	4 441
	121	16 496	17 294

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
TAXES		Réalisations	2024	Réalisations
		2024	2024	2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
	Taxe foncière générale	1	8 625 577	7 728 136
Taxes spéciales				
	Service de la dette	2	1 957 830	1 615 612
	Activités de fonctionnement	3		
	Activités d'investissement	4		
	Réserve financière pour le service de l'eau	5		
	Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
	Service de la dette	7		
	Activités de fonctionnement	8	11 174	15 489
	Activités d'investissement	9		
Autres				
		10		
		11	10 594 581	9 359 237
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
	Eau	12	672 570	661 673
	Égout	13	262 869	258 542
	Traitement des eaux usées	14	350 078	311 237
	Matières résiduelles	15	885 549	747 154
Autres				
	▪ Roulotte	16.1	240	240
	▪ Signalisation	16.2	5 452	621
	Centres d'urgence 9-1-1	17	45 105	36 169
	Service de la dette	18	321 323	282 330
	Pouvoir général de taxation	19		
	Activités de fonctionnement	20		
	Activités d'investissement	21		
		22	2 543 186	2 297 966
Taxes d'affaires				
	Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
	Autres	24		
		25		
		26	2 543 186	2 297 966
		27	13 137 767	11 657 203

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	563	563	538
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	10 157	10 157	9 719
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	45 271	45 271	43 322
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	55 991	55 991	53 579
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	5 812	5 812	4 588
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	5 812	5 812	4 588
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	61 803	61 803	58 167

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	41 991	41 991	56 410
Sécurité publique				
Police	48			7 919
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	4 937	4 937	13 707
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	501 246	501 246	450 755
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	28 208	28 208	30 154
Réseau de distribution de l'eau potable	64			3 307
Traitement des eaux usées	65		2	
Réseaux d'égout	66		3	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	54 251	54 251	2 364
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73	(1 444)	(1 444)	18 925
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81	8 723	8 723	28 897
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83			
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	25 362	25 362	24 068
Autres	85			5 210
Réseau d'électricité	86			
	87	663 274	663 279	641 716

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88	9 625	9 625	37 521
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91	225 722	225 722	
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94			
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	966 557	966 557	1 379 507
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106	30 347	30 347	10
Réseaux d'égout	107			23
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108	26 929	26 929	2 052 659
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	22 513	22 513	37 521
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			3 498
Réseau d'électricité	127			
	128	1 281 693	1 281 693	3 510 739

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129	3 000	3 000	
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	137 598	137 598	125 140
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	417 085	417 085	119 182
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	557 683	557 683	244 322
TOTAL DES TRANSFERTS	140	2 502 650	2 502 655	4 396 777

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2024	Réalisations
		2024	2024	2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
	Greffe et application de la loi	141		
	Évaluation	142		
	Autres	143		
		144		
Sécurité publique				
	Police	145		
	Sécurité incendie			
	Premiers répondants	146		
	Autres	147	118 322	118 322
	Sécurité civile	148		
	Autres	149		
		150	118 322	118 322
				37 842
Transport				
	Réseau routier			
	Voirie municipale	151		
	Enlèvement de la neige	152		
	Autres	153		
	Transport collectif	154		
	Autres	155		
		156		
Hygiène du milieu				
	Eau et égout			
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
	Réseau de distribution de l'eau potable	158		1 575
	Traitement des eaux usées	159	15 173	15 173
	Réseaux d'égout	160		51 216
	Matières résiduelles			
	Déchets domestiques et assimilés	161		
	Matières recyclables			
	Collecte sélective			
	Collecte et transport	162		
	Tri et conditionnement	163		
	Autres	164		
	Autres	165		
	Cours d'eau	166		
	Protection de l'environnement	167		
	Autres	168		
		169	15 173	15 173
				52 791

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)					
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	170				
Autres	171				
Autres	172				
	173				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	174	(850)	(850)		16 785
Rénovation urbaine	175				
Promotion et développement économique	176				
Autres	177				
	178	(850)	(850)		16 785
Loisirs et culture					
Activités récréatives	179	30 000	30 000		10 767
Activités culturelles					
Bibliothèques	180				
Autres	181	9 700	9 700		13 500
	182	39 700	39 700		24 267
Réseau d'électricité					
	183				
	184	172 345	172 345		131 685

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	21 694	21 694	16 664
	188	21 694	21 694	16 664
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193	22 114	22 114	7 395
	194	22 114	22 114	7 395
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197	268	268	5 196
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	268	268	5 196
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	215				
Autres	216				
Sécurité du revenu	217				
Autres	218				
	219				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	220				
Rénovation urbaine	221				
Promotion et développement économique	222				
Autres	223				
	224				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	225				
Activités culturelles					
Bibliothèques	226				
Autres	227	1 945 605	1 945 605	1 831 717	
	228	1 945 605	1 945 605	1 831 717	
Réseau d'électricité					
	229				
	230	1 989 681	1 989 681	1 860 972	
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	2 162 026	2 162 026	1 992 657	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	120 028	120 028	124 046
Droits de mutation immobilière	233	1 215 283	1 215 283	699 427
Droits sur les carrières et sablières	234	107 277	107 277	119 927
Autres	235			
	236	1 442 588	1 442 588	943 400
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	51 378	51 378	101 689
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	466 547	466 547	575 913
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240			4 081
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			1 696 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244	493 386	493 386	42 866
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246	158 451	158 451	91 296
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	7 316	7 316	18 498
	250	659 153	659 153	1 852 741
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	241 218	769	241 987	243 222	244 015
Greffe et application de la loi	2	348 600		348 600	348 600	309 796
Gestion financière et administrative	3	1 114 985	424	1 115 409	1 120 272	947 202
Évaluation	4	110 346		110 346	110 346	278 923
Gestion du personnel	5	247 473		247 473	247 473	183 938
Autres						
▪ Autres	6.1	321 612	32 251	353 863	353 863	331 780
	7	2 384 234	33 444	2 417 678	2 423 776	2 295 654
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	1 328 163		1 328 163	1 328 163	1 255 842
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	1 730 853	214 770	1 945 623	1 945 623	1 541 977
Sécurité civile	11	43 628		43 628	43 628	29 824
Autres	12	124 869		124 869	124 869	108 152
	13	3 227 513	214 770	3 442 283	3 442 283	2 935 795
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	2 405 269	1 145 252	3 550 521	3 550 521	3 212 962
Enlèvement de la neige	15	1 268 795	1 767	1 270 562	1 270 562	1 340 505
Éclairage des rues	16	37 243	28 343	65 586	65 586	65 026
Circulation et stationnement	17	32 048	1 782	33 830	33 830	40 499
Transport collectif						
Transport en commun	18	96 128		96 128	96 128	69 082
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	3 839 483	1 177 144	5 016 627	5 016 627	4 728 074

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	431 573	119 774	551 347	503 874
Réseau de distribution de l'eau potable	24	148 555	185 809	334 364	276 872
Traitement des eaux usées	25	289 465	76 426	365 891	233 864
Réseaux d'égout	26	183 856	230 920	414 776	378 052
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	6 848		6 848	637 158
Élimination	28	870 089		870 089	195 213
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29				
Tri et conditionnement	30	221 078		221 078	74 766
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33	69 526		69 526	181 631
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39				
	40	2 220 990	612 929	2 833 919	2 481 430
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41	28 407		28 407	26 998
Autres	42				
Sécurité du revenu	43				
Autres	44				
	45	28 407		28 407	26 998

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	670 622	10 618	681 240	652 610
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49	92 373		92 373	101 144
Tourisme	50				21 335
Autres	51				
Autres	52				60 031
	53	762 995	10 618	773 613	835 120
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	54	524 178		524 178	458 303
Patinoires intérieures et extérieures	55	655 782	27 374	683 156	388 811
Piscines, plages et ports de plaisance	56	8 896		8 896	4 080
Parcs et terrains de jeux	57	323 752	94 881	418 633	479 091
Parcs régionaux	58	80 238		80 238	98 318
Expositions et foires	59				
Autres	60	1 394 288	226 555	1 620 843	1 549 453
	61	2 987 134	348 810	3 335 944	2 978 056
Activités culturelles					
Centres communautaires	62	14 526	8 293	22 819	32 906
Bibliothèques	63	316 510	6 200	322 710	298 152
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	64				
Autres ressources du patrimoine	65				
Autres	66		2 859	2 859	725
	67	331 036	17 352	348 388	331 783
	68	3 318 170	366 162	3 684 332	3 309 839

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	722 416		722 416	726 238	492 543
Autres frais	71	63 015		63 015	63 515	55 842
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73	3 672		3 672	3 672	1 578
	74	789 103		789 103	793 425	549 963
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	2 415 067 (	2 415 067)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2024	Réalisations
		2024	2024	2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	5 621	5 621	609 998
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			241 271
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	879 500	879 500	3 307 842
Ponts, tunnels et viaducs	7	50 344	50 344	396 038
Systèmes d'éclairage des rues	8			7 530
Aires de stationnement	9			12 248
Parcs et terrains de jeux	10	531 699	531 699	270 559
Autres infrastructures	11	162 394	166 614	27 837
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 364 896	1 364 896	150 884
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 803 459	2 803 459	205 273
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	2 789 353	2 789 353	425 253
Ameublement et équipement de bureau	18	5 998	5 998	40 573
Machinerie, outillage et équipement divers	19	151 641	151 641	267 529
Terrains	20	20 152	20 152	20 741
Autres	21			
	22	8 765 057	8 769 277	5 983 576

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	4 246	4 246	609 998
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			241 271
Autres infrastructures	5	1 182 461	1 186 681	4 022 054
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	1 375	1 375	
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10	441 476	441 476	
Autres immobilisations corporelles	11	7 135 499	7 135 499	1 110 253
	12	8 765 057	8 769 277	5 983 576

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 560 202		301 612	2 258 590
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	16 094 731	2 453 000	2 863 916	15 683 815
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	18 654 933	2 453 000	3 165 528	17 942 405
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 405 923		1 067 021	1 338 902
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	2 405 923		1 067 021	1 338 902
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	2 405 923		1 067 021	1 338 902
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	2 405 923		1 067 021	1 338 902
	19	21 060 856	2 453 000	4 232 549	19 281 307
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	21 060 856	2 453 000	4 232 549	19 281 307

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	19 095 538
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	2 773 727
Débiteurs	8	1 667 677
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	14 654 134

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

	13	
Endettement net à long terme	14	14 654 134

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	1 535 093
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	16 189 227

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	16 189 227
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
	Greffe et application de la loi	1		
	Évaluation	2	110 346	110 346
	Autres	3	215 136	215 136
				243 350
Sécurité publique				
	Police	4		
	Sécurité incendie	5	41 710	41 710
	Sécurité civile	6		
	Autres	7		47 797
Transport				
	Réseau routier	8	5 188	5 188
	Transport collectif	9		
	Autres	10	96 128	96 128
				69 082
Hygiène du milieu				
	Eau et égout	11	147 010	147 010
	Matières résiduelles	12	142 368	142 368
	Cours d'eau	13		
	Protection de l'environnement	14		
	Autres	15		128 226
				82 611
Santé et bien-être				
	Habitation	16	28 407	28 407
	Autres	17		
				27 000
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	18	146 453	146 453
	Rénovation urbaine	19	92 373	92 373
	Promotion et développement économique	20		
	Autres	21		
				167 754
				101 144
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	22	251 361	251 361
	Activités culturelles	23		
				223 689
Réseau d'électricité				
		24		
		25	1 276 480	1 276 480
				1 223 044

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	8 765 057	5 983 276
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	8 765 057	5 983 276

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	27,00	35,00	34 881,00	*****	*****	*****
Professionnels	2	0,00	0,00	0,00	*****	*****	*****
Cols blancs	3	33,00	35,00	40 473,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	45,00	39,00	63 678,00	*****	*****	*****
Policiers	5	0,00	0,00	0,00	*****	*****	*****
Pompiers	6	35,00	31,50	41 743,00	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7	0,00	0,00	0,00	*****	*****	*****
	8	140,00		180 775,00	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			157 247	25 759	183 006
	10	147,00			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4			30 347		30 347
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	1 181 890	579 787	696 064	14 562	2 472 303
	7	1 181 890	579 787	726 411	14 562	2 502 650

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		1 578
Autres	3		1 145
	4		2 723
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		20 367
Sécurité civile	8		14 486
Autres	9		
	10		34 853
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11		303 529
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		5 052
Transport collectif	14		
Autres	15		7 494
	16		316 075
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		33 986
Réseau de distribution de l'eau potable	18		32 443
Traitement des eaux usées	19		3 629
Réseaux d'égout	20		14 771
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26	789 103	1 504
	27	789 103	86 333
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38		104 525
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		163
Autres	40		426
	41		105 114
Réseau d'électricité			
	42		
	43	789 103	545 098

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Kévin Maurice	1.1 Maire	31 502	15 751	24 471	3 908
Marilou Laurin	1.2 Maire suppléant	14 101	5 250		
Martine Renaud	1.3 Conseiller	10 501	5 250		
Pierre Baril	1.4 Conseiller	10 501	5 250		
Louis Quevillon	1.5 Conseiller	10 501	5 250		
Stephen Rowland	1.6 Conseiller	10 501	5 250		
André Jr. Florestal	1.7 Conseiller	10 501	5 250		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

OUI NON

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 2 100 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 3 107 277 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- | | | | |
|--|----|--|------------|
| a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. | 44 | <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 | 45 | | 250 004 \$ |
| b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. | 46 | <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024 | 47 | | 136 896 \$ |
| c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). | 48 | <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 | 49 | | \$ |
| Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement : | | | |
| d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). | 50 | <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 | 51 | | \$ |
| Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement : | | | |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC d'Argenteuil, entente de 2022 à 2027

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes

61 _____ 58 145 \$

b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<p>11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?</p> <p style="margin-left: 20px;">Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?</p> <p style="margin-left: 20px;">Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024</p>	<p>65</p>	<input style="width: 30px; height: 20px;" type="checkbox"/>	<input style="width: 30px; height: 20px;" type="checkbox"/> X	
<p>12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024</p> <p style="margin-left: 20px;">Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024</p>	<p>66</p>	<input style="width: 30px; height: 20px;" type="checkbox"/>	<input style="width: 30px; height: 20px;" type="checkbox"/>	
<p>13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du <i>Volet entretien</i> du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD</p> <p style="margin-left: 20px;">Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :</p> <p>a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver ▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été <ul style="list-style-type: none"> Systèmes de sécurité Chaussées pavées - entretien préventif Chaussées pavées - entretien palliatif Chaussées en gravier - entretien préventif Chaussées en gravier - entretien palliatif Systèmes de drainage Abords de routes Total des dépenses relatives à l'entretien d'été <p>b) Dépenses d'investissement</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver ▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été <p>c) Total des frais encourus admissibles</p> <p>d) Description des dépenses d'investissement</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Relatives à l'entretien d'hiver : <p>Camionnette Épandeur à sel Chargeur sur roue avec souffleur</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Relatives à l'entretien d'été : <p>Camionnette Rétrocaveuse</p> <p>e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :</p> <p>n/a</p>	<p>67</p>	<hr style="width: 100%;"/>	<p>\$</p>	
	<p>68</p>	<div style="background-color: #cccccc; width: 100%; height: 20px;"></div>	<p>\$</p>	
	<p>69</p>	<hr style="width: 100%;"/>	<p>411 962</p>	<p>\$</p>
	<p>70</p>	<hr style="width: 100%;"/>	<p>756 202</p>	<p>\$</p>
	<p>71</p>		<p>150 805</p>	<p>\$</p>
	<p>72</p>		<p>494 316</p>	<p>\$</p>
	<p>73</p>		<p></p>	<p>\$</p>
	<p>74</p>		<p>329 544</p>	<p>\$</p>
	<p>75</p>		<p></p>	<p>\$</p>
	<p>76</p>		<p>33 707</p>	<p>\$</p>
	<p>77</p>		<p>14 126</p>	<p>\$</p>
	<p>78</p>	<hr style="width: 100%;"/>	<p>1 022 498</p>	<p>\$</p>
	<p>79</p>	<hr style="width: 100%;"/>	<p>650 148</p>	<p>\$</p>
	<p>80</p>	<hr style="width: 100%;"/>	<p>386 742</p>	<p>\$</p>
	<p>81</p>	<hr style="width: 100%;"/>	<p>2 815 590</p>	<p>\$</p>

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

n/a

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- | | | |
|-------------------------------------|----|------------|
| a) Numéro de la résolution | 82 | 25-06-190 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 83 | 2025-06-03 |

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- | | | |
|-------------------------------------|----|-------------|
| a) Numéro de la résolution | 85 | 2019-11-318 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 86 | 2019-11-05 |

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- | | | |
|---|----|--|
| a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) | 87 | |
| b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) | 88 | |

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|----|--|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 89 | |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 90 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 91 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 92 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 93 | |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- | | | |
|--|----|-----------|
| h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) | 94 | _____ 552 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 95 | _____ 218 |
| j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 96 | _____ |

Règlement

- | | | | |
|--|----|--------------------------|-------------------------------------|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 97 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
|--|----|--------------------------|-------------------------------------|

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 5 6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

7 8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-03

Nom du signataire : Mélanie Ladouceur

Fonction du signataire : Assistante greffière

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-10 09:06

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus						
Fonctionnement	1	18 024 942	17 130 500	18 711 326	108 608	18 672 925
Investissement	2	3 375 344	8 699 015	1 714 365		1 714 365
	3	21 400 286	25 829 515	20 425 691	108 608	20 387 290
Charges	4	17 104 603	18 798 700	18 985 962	158 353	18 997 306
Excédent (déficit) lié aux activités	5	4 295 683	7 030 815	1 439 729	(49 745)	1 389 984
Moins : revenus d'investissement	6 (	3 375 344)(	8 699 015)(	1 714 365)(	)	1 714 365)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	920 339	(1 668 200)	(274 636)	(49 745)	(324 381)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	2 194 884	2 126 600	2 415 067	43 376	2 458 443
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	1 403 600)(	1 532 300)(	2 890 862)(	22 135)(	2 912 997)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	215 317)(	94 300)(	132 184)(	)	132 184)
Excédent (déficit) accumulé	12	862 531	1 168 200	2 876 896		2 876 896
Autres éléments de conciliation	13	439 572		58 221		58 221
	14	1 878 070	1 668 200	2 327 138	21 241	2 348 379
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	2 798 409		2 052 502	(28 504)	2 023 998

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	8 431 457	4 079 976	4 120 667
Débiteurs	2	8 442 884	8 028 972	8 029 384
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4			
Autres	5	2 562 363	2 504 142	2 504 142
	6	19 436 704	14 613 090	14 654 193
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8			
Créditeurs et charges à payer	9	3 248 500	4 630 116	4 637 123
Revenus reportés	10	1 066 987	1 547 432	1 066 987
Dette à long terme	11	20 660 542	18 936 216	19 095 538
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			
	14	24 976 029	25 113 764	25 280 093
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(5 539 325)	(10 500 674)	(10 625 900)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	40 128 371	46 470 726	47 141 693
Autres	17	512 762	563 809	565 250
	18	40 641 133	47 034 535	47 706 943
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	5 491 302	5 185 859	5 163 319
Excédent de fonctionnement affecté	20	1 568 237	1 035 144	1 035 144
Réserves financières et fonds réservés	21	2 972 042	3 659 396	3 703 318
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22	(242 500)	(218 250)	(356 519)
Financement des investissements en cours	23	380 155	(5 001 128)	(4 985 988)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	24 932 572	31 872 840	32 521 769
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	35 101 808	36 533 861	37 081 043

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Équilibre Budgétaire	1.1	751 100	1 500 000
▪ Études et avant projet	1.2	85 717	68 237
▪ Surplus financement affecté remboursement de la dette 245-2018	1.3	198 327	
	2	1 035 144	1 568 237
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3		
	4	1 035 144	1 568 237
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Rénovation urbaines	5.1	21 832	21 832
▪ Diverse engagements	5.2		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	673 651	362 579
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	2 773 727	2 398 306
Organismes contrôlés et partenariats	10	43 922	45 731
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	102 200	43 600
Autres			
▪ Divers engagements	14.1	87 986	145 725
	15	3 703 318	3 017 773
	16	4 738 462	4 586 010

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	14 654 134
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	16 189 227

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	15 683 815	16 094 731
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	2 258 590	2 560 202
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 338 902	2 405 923
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	19 281 307	21 060 856

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	11 657 203	12 762 800	13 137 767	13 137 767
Compensations tenant lieu de taxes	13	58 167	58 100	61 803	61 803
Quotes-parts	14				(38 406)
Transferts	15	886 038	1 149 900	1 220 957	1 220 962
Services rendus	16	1 992 657	2 053 500	2 162 026	2 162 026
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	1 045 089	761 700	1 493 966	1 493 966
Autres	18	2 385 788	344 500	634 807	634 807
	19	18 024 942	17 130 500	18 711 326	18 672 925
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	3 510 706	8 210 561	1 281 693	1 281 693
Autres	23	(135 362)	488 454	432 672	432 672
	24	3 375 344	8 699 015	1 714 365	1 714 365
	25	21 400 286	25 829 515	20 425 691	20 387 290

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	2 384 234	33 444	2 417 678	2 423 776	2 295 654
Sécurité publique						
Police	2	1 328 163		1 328 163	1 328 163	1 255 842
Sécurité incendie	3	1 730 853	214 770	1 945 623	1 945 623	1 541 977
Autres	4	168 497		168 497	168 497	137 976
Transport						
Réseau routier	5	3 743 355	1 177 144	4 920 499	4 920 499	4 658 992
Transport collectif	6	96 128		96 128	96 128	69 082
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	1 053 449	612 929	1 666 378	1 667 302	1 392 662
Matières résiduelles	9	1 167 541		1 167 541	1 167 541	1 088 768
Autres	10					
Santé et bien-être	11	28 407		28 407	28 407	26 998
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	670 622	10 618	681 240	681 240	652 610
Promotion et développement économique	13	92 373		92 373	92 373	122 479
Autres	14					60 031
Loisirs et culture	15	3 318 170	366 162	3 684 332	3 684 332	3 309 839
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	789 103		789 103	793 425	549 963
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	16 570 895	2 415 067	18 985 962	18 997 306	17 162 873
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	2 415 067 (	2 415 067)			
	21	18 985 962		18 985 962	18 997 306	17 162 873

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023		Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	3 375 344	1 714 365		1 714 365
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	5 983 276)(	8 765 057)(	4 220)(	8 769 277)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 () () () ()
Financement à long terme des activités d'investissement	4	2 979 922	2 947 088		2 947 088
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	215 317	132 184		132 184
Excédent accumulé	6	384 198	882 803		882 803
	7	(2 403 839)	(4 802 982)	(4 220)	(4 807 202)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	971 505	(3 088 617)	(4 220)	(3 092 837)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14